

*The Other
L'Autre
Das Andere
L'Altro*

Davos

L'Autre Davos 2011

« Pour un autre monde. Pour un autre système social »

Vendredi-samedi-dimanche 21-22-23 janvier 2011

Aula de l'Université, Petersplatz 1, Bâle (vendredi)

Centre de rencontres L'Esprit, Laufenstrasse 44, Bâle (samedi et dimanche)

L'intitulé de « L'Autre Davos 2011 » : « Pour un autre monde. Pour un autre système social » puise sa raison dans la dimension multifacée de la crise du système capitaliste international.

Il ne s'agit pas seulement d'un simple nouvel épisode des crises conjoncturelles du capitalisme qui ont éclaté depuis 1974-1975 (en 1981-1982, en 1990-1991...).

Il ne s'agit pas seulement d'une « crise financière » qui s'inscrirait dans la foulée de celle de 1997-1998 (Asie et Russie), de la « bulle Internet » (2000), puis des « subprime » (2007) et des « mauvaises banques » (Lehman Brothers) et, enfin, « des dettes souveraines », celles de la Grèce (2009-2010), suivie par l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Avec des Etats et des populations qui seront mis sous tutelle.

Il ne s'agit pas seulement d'une mise en échec des « réponses » des classes dominantes face aux difficultés rencontrées pour valoriser le capital : 1° accentuer l'exploitation du

travail et dans le même mouvement dégrader la santé des salarié-e-s ; 2° redistribuer massivement la richesse en faveur des « actionnaires » (éruption des inégalités sociales) ; 3° et stimuler diverses formes d'endettement privé et public afin de propulser un moteur économique exténué.

Il s'agit de tout cela... et de plus à la fois. Il s'agit d'une crise du mode de développement (capitaliste) à l'échelle mondiale. Donc d'une combinaison particulière où s'entrelacent les maillons d'une crise économique, sociale et de bouleversements climatiques. Ces derniers sont déjà payés, au comptant, par les populations les plus démunies du monde. Plus concrètement : les conditions de leur survie et de la reproduction de leur société sont minées.

Les séquelles de cette crise du XXI^e siècle ont pour physiologie :

(Suite en page 2 —>)

- une attaque contre le salaire social: depuis le financement public de la formation jusqu'aux retraites, en passant par les régimes publics de santé; autrement dit une démolition-privatisation du « welfare state » et des services publics;

- un chômage de masse, de longue durée avec une dimension mondialisée, où l'armée de réserve industrielle conjuguée une fraction croissante de chômeurs et chômeuses chroniques et une aggravation continue du paupérisme; ce qui facilite la mise en concurrence par les capitaux de toutes les catégories de salarié-e-s; ce qui accroît la pression à la baisse sur les salaires et facilite l'imposition de diverses formes de despotisme sur l'organisation du travail et sur les modalités d'utilisation par les firmes des capacités de travail des salarié-e-s;

- une explosion des « saisies de logements », des « expulsions de locataires » et des « sans-logis », alors que la concentration, de fait, de la propriété immobilière atteint des degrés sans précédent;

- une usurpation par un pouvoir économique de plus en plus concentré et centralisé des progrès de la science, en élargissant massivement le champ de la propriété intellectuelle;

- un accaparement par des grandes firmes ou des fonds dits souverains de gigantesques terres arables – pour les soumettre à une exploitation épuisante par le Capital – alors qu'éclate la paupérisation des petits paysans et des sans-terre et que l'accès à la nourriture devient problématique pour un nombre croissant d'êtres humains, dans les pays périphériques ainsi que dans les pays dits riches où les « soupes populaires » ne peuvent plus répondre à la demande des personnes paupérisées;

- une appropriation privatisée croissante de l'eau: une ressource vitale...

La guerre sociale – qui est baptisée cyniquement « l'ère des réformes nécessaires » – a pour pendant des guerres réelles, bien concrètes pour le contrôle de ressources limitées (énergies, terres, biens de base, etc.) et pour préparer des affrontements à venir dans des régions considérées comme stratégiques (Moyen-Orient, Asie centrale...).

Au plan des institutions étatiques et des gouvernements, les derniers épisodes de la crise économique et écologique démontrent l'influence prégnante d'une fraction dominante du Capital, en l'occurrence celle du capital financier. Les banques privées sont sauvées sans contrepartie ou sans que leur soient imposées des règles élémentaires à la hauteur de ce qu'elles imposent comme « sacrifices » à la très large majorité des populations. Leur mise en œuvre s'appuie sur des mesures autoritaires et sécuritaires, sur la criminalisation des mouvements sociaux, sur des atteintes accrues aux droits démocratiques. S'ajoute la mise en place face aux migrant-e-s d'une xénophobie et d'un racisme institutionnels, ainsi que de « nouveaux murs » et des « camps de

rétenction ». Les alliances entre la droite « respectable » et les partis ouvertement xénophobes, racistes et fascistes relèvent, aujourd'hui, de la banalisation politique en Europe.

La croissance de certains pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil) – dont les élites dominantes ont des ambitions de type impérialiste – semble démentir les traits mortifères d'un capitalisme sénile. Mais sont ignorés à ce propos les coûts humains et écologiques de cette croissance. Toutefois, il est loin d'être certain que le cours actuel de leur « croissance » ne soit pas bousculé par des refus des populations opprimées et exploitées et par des crises propres, précisément, à leur modèle même d'expansion.

Ces constats indiquent que les mobilisations sociales diverses – en Europe, en Amérique latine, en Chine – font face à des défis d'ampleur. Des réponses et ripostes, même élémentaires, ne peuvent plus être pensées sur le mode d'un simple prolongement des modalités des luttes passées du « mouvement ouvrier » des XIX^e et XX^e siècles. Ce d'autant plus que la social-démocratie a fait la preuve de son intégration complète au système dominant et au jeu de l'alternance « centre-gauche » / « centre-droit ».

- Tout d'abord s'affirme l'urgence de mettre au centre des réflexions et propositions toutes les expériences d'auto-organisation des salarié-e-s. Ces dernières renvoient, par ailleurs, à l'intelligence exigée par le Capital du « travailleur collectif », dont les « compétences » et les « mérites » sont vantés par les départements de « ressources humaines ».

- Ensuite, l'exigence est forte de dépasser le domaine étriqué du syndicalisme traditionnel, en développant des formes d'associations aptes à élaborer des ripostes collectives – « petites » ou « grandes » – face à une attaque décidée et répétée sur tous les terrains d'un capitalisme sénile. Ce qui débouche sur le nécessaire renouveau d'un internationalisme face non seulement à des firmes transnationales, mais face à des Etats qui, de fait, coordonnent leurs politiques d'austérité, tout en cherchant à faire valoir leurs « avantages comparatifs » dans la concurrence avec leurs frères ennemis.

- Enfin, doit être prise de front la question de la redistribution des revenus et de la richesse, ce qui doit déboucher sur la mise en question de l'appropriation privée des moyens de production et de reproduction de la société. Et cela en ayant pleinement conscience que le type de « croissance » du système capitaliste n'est autre qu'une forme de destruction des êtres humains et de l'écosphère placée sous un commandement ayant comme centre opérationnel les exigences du profit et de l'accumulation privée du capital.

L'Autre Davos 2011 se veut une initiative qui devienne une parcelle de multiples actions analogues qui – tout en prenant acte du creux dans lequel se trouvent les divers mouvements des salarié-e-s à l'échelle internationale – seront aptes à valoriser toutes les expériences révélant le caractère intelligemment subversif de luttes populaires, ainsi que le mouvement social de l'automne 2010 en France l'a démontré.

Les interventions des oratrices et des orateurs s'inscrivent dans un contexte qui peut être résumé de la sorte :

Un système capitaliste international en crise, système plongé dans un bouleversement mortifère de l'écosphère, alors que des guerres protéiformes se perpétuent.

Des politiques d'austérité contre les droits sociaux et démocratiques des salarié·e·s, des jeunes en formation et des retraité·e·s.

Sur la base des expériences actuelles de ripostes – même limitées – s'affirme l'urgence d'échanges internationaux afin d'élaborer et/ou de compléter les composantes d'une contre-offensive.

Une contre-offensive collective, intégrant les profondes mutations, dans beaucoup de pays : • du salariat (réduction de « grands bastions ouvriers » dans de nombreux pays du centre, conjointement à la permanence et/ou l'édification de nouvelles et gigantesques concentrations ouvrières en Chine, en Inde, en Indonésie ; précaire et sous-traitance ; place des migrant·e·s dans les différents segments de la production, au sens large ; place des femmes salariées dans la production et les « services » ; socialisation transnationale accrue du travail ; massification de la formation des jeunes et simultanément précarisation des conditions matérielles d'une large fraction d'entre eux, etc.) ; • dudit mouvement ouvrier issu du XIX^e et XX^e siècle ; • des références « politiques » et « idéologiques » issues du « court XX^e siècle ».

Dans un tel contexte de crise et d'offensives du Capital et de déplacement des plaques tectoniques productives d'un système de valorisation du capital effectivement mondialisé, se confirme l'émergence – lente et difficile – d'éléments propres à la constitution d'instruments de défense et de lutte « des travailleuses et travailleurs associés », des collectifs de salarié·e·s et de jeunes.

Vendredi 21 janvier, 19h45-22h45 (Aula de l'Uni de Bâle)

Conférence-débat d'ouverture

« Partager des expériences de luttes et une intelligence de leur dynamique pour l'à-venir d'un autre système social »

- **Willi Hajek**, Allemagne, animateur de LabourNet Germany
- **Alain Bihl**, France, Université de Besançon, animateur du mensuel *A contre-courant*
- **Sotiris Martalis**, Grèce, membre du Conseil général du syndicat de la fonction publique (ADEDY)
- **Fatma Ramadan**, Egypte, inspectrice du travail et coordinatrice d'activités syndicales indépendantes
- **Mark Brenner**, Etats-Unis, responsable du réseau et de la publication *Labor Notes*
- **Angélica Noemi Lagunas**, Argentine, enseignante, membre de l'Association des travailleuses et travailleurs de l'éducation de Neuquen (ATEN)
- **Valério Arcary**, Brésil, professeur au Centro Federal de Educação Tecnológica de São Paulo et à l'Instituto Federal de São Paulo, responsable de Conlutas

Aujourd'hui, il est impératif d'intensifier les échanges internationalisés d'expériences, les actions conjointes possibles. Face à une Union européenne (UE) des dominants dont la démente austérité budgétaire et le sauvetage des banques privées constituent le centre de gravité d'une dite gouvernance, se fait plus pressante la nécessité de dessiner les premiers traits d'une Autre Europe : démocratique et socialiste. Au même titre, en Amérique latine, un changement « à la racine », à l'échelle continentale, est l'objet de débats et de convergence de mouvements sociaux.

Ateliers des 22 et 23 janvier 2011. Les thèmes abordés ont pour cadre les considérants suivants :

• Contexte de crise du capitalisme mondial et développement de quelques pays émergents (Chine, Brésil, Inde), différents, mais avec des caractéristiques d'exploitation brutale. Le prolétariat – l'ensemble de celles et ceux désappropriés de toute maîtrise (et accès) sur les moyens de production et d'échange et la terre – constitue une force potentielle quantitativement énorme, au sein de laquelle le prolétariat industriel dispose d'une position de relief. Toutefois, ce prolétariat a son histoire, avec des différences importantes non seulement à l'échelle des divers continents, mais aussi des formations sociales dites « nationales », avec leurs caractéristiques sociales, culturelles, syndicales et politiques.

• La tendance dans de nombreux pays des « centres » – mais pas seulement – est à l'émergence de ce que l'on pourrait qualifier de « néocorporatisme ». C'est-à-dire une gestion des affrontements de classes

sous la forme d'une collaboration « organique » entre appareils gouvernementaux, appareils syndicaux centraux et organisations patronales (de branche ou nationales, et même transnationales).

Cela n'exclut pas des relations directes entre le patronat et les appareils syndicaux ou entre le gouvernement et les appareils syndicaux. Le terme « néocorporatisme » ne renvoie pas à une répétition du corporatisme des années 1930, mais à une domination des formes de concertation sociale pour faire aboutir des contre-réformes ayant une dimension légale et y compris constitutionnelle. Cela conduit à imposer une camisole de force aux secteurs sociaux et syndicaux d'orientation de lutte de classes.

• Cette politique de négociation « sous contraintes » se conjugue avec des mesures de répression sélectives contre les militant·e·s syndicaux et de criminalisa-

tion (ou d'essai de criminalisation) des « mouvements sociaux ». Cela avec le consentement (explicite ou implicite) de certains appareils syndicaux et, plus d'une fois, des gouvernements de centre gauche.

• Ce « néocorporatisme » se combine avec une parlementarisation complète des organisations politiques de « gauche », dont la social-démocratie est la pointe avancée. De plus, les sommets de la social-démocratie sont non seulement intégrés aux appareils d'Etat (ou proto-étatiques de types différents : UE, FMI, OMC), mais ont tissé des liens étroits (personnalisés) avec des fractions du Capital.

Cette parlementarisation implique de même une attitude parfois subalterne d'une fraction de ladite gauche radicale en relation avec l'agenda politico-électoral imposé par la droite et la « gauche institutionnelle ».

(Suite en page 4 —>)

Samedi 22 janvier, 9h-12h, ateliers (salles L'Esprit)

>> **Atelier 1 (1^{re} partie)**. Le processus d'intégration des appareils syndicaux et le « syndicalisme officiel » face à l'offensive patronale et gouvernementale. Le cadre de l'émergence d'un « syndicalisme de lutte » d'un type nouveau ou partiellement nouveau

Introduction par :

- **Michel Husson**, économiste, membre du conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic, France
- **Daniel Albarracín**, économiste et sociologue, conseiller auprès des CC OO, membre de la Gauche anticapitaliste, Etat espagnol
- **Ricardo Antunes**, sociologue, professeur à UNICAMP, conseiller du MST, Brésil
- **José Bodas Lugo**, secrétaire général de la Fédération unitaire des travailleurs du pétrole du Venezuela

Samedi 22 janvier, 13h30-18h, ateliers (salles L'Esprit)

>> **Atelier 1 (2^e partie)**. Suite du matin : Le processus d'intégration des appareils syndicaux et le « syndicalisme officiel » face à l'offensive patronale et gouvernementale. Le cadre de l'émergence d'un « syndicalisme de lutte » d'un type nouveau ou partiellement nouveau

Introduction par :

- **Matteo Beretta**, membre de la Fiom, délégué Fincantieri, Italie
- **Christian Mahieux**, secrétaire national de l'Union Syndicale Solidaires, France
- **Raquel Varela**, revue *Rubra*, Portugal
- **Willi Hajek**, animateur de LabourNet, Allemagne
- **Dirceu Travesso**, animateur de Conlutas, Brésil
- **Ernesto Herrera**, animateur du Collectif militant et responsable de *Correspondencia de Prensa*, Uruguay

>> **Atelier 3**. Les Etats-Unis d'Obama et le mouvement syndical

Introduction par :

- **Mark Brenner**, responsable du réseau et de la publication *Labor Notes*, Etats-Unis
- **Lee Sustar**, membre de la rédaction de *Socialist Worker*, Etats-Unis
- **Ahmed Shawki**, responsable de la revue *International Socialist Review*, Etats-Unis

>> **Atelier 2**. Le problème de « la santé au travail » et la mise en question des normes de travail imposées par la politique de mondialisation du capital (mise en concurrence) ainsi que les formes que cela prend (chaîne productive, flux tendu, sous-traitance)

Introduction par :

- **Bernard Bouché**, de la commission nationale Santé et Travail de l'Union syndicale Solidaires, France
- **Vincent Duse**, membre du CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) de Peugeot Mulhouse, France
- **Dante De Angelis**, cheminot, délégué à la sécurité du travail, Italie
- **Patrick Bonneau**, secrétaire fédéral SUD Santé Sociaux, France.

>> **Atelier 4**. La construction d'un syndicalisme indépendant où dominant encore les restants d'un syndicalisme gouvernemental et répressif à partir de deux exemples :

- **l'Egypte** (13 h 30-15 h 30): Exposé par **Fatma Ramadan**, inspectrice du travail et coordinatrice d'activités syndicales indépendantes, Egypte, et **Gilbert Achcar**, SOAS, Londres
- **la Russie** (16 h-18 h): **Natalia Nikulova**, secrétaire internationale de l'ITUA (Interregional Autoworkers' Trade Union), et **Vladimir Vladimirovitch Lesik**, animateur de l'ITUA, Saint-Petersbourg

>> **Atelier 5**. Un syndicalisme de lutte dans les professions (ou positions dans les professions) quasi totalement ou fortement féminisées

Introduction par :

- **Rocío Varela Rodríguez**, membre des CC OO, employée dans l'hôtellerie, Barcelone
- **Janka Kluge**, Verdi, Allemagne,
- **Lidia Cirillo**, historienne et animatrice du mouvement féministe en Italie
- **Angélica Noemi Lagunas**, du mouvement des enseignants de Neuquen en Argentine
- **Frédéric Madelin**, secrétaire fédéral SUD PTT (responsable notamment des centres d'appels), France
- **Roland Pfefferkorn**, sociologue du travail, Université de Strasbourg, France
- **Claudia Nogueira**, sociologue, Brésil

(suite de la page 3)

• Toute lutte de résistance entre en connexion avec les éléments de crise de la société et du salariat qui est en recomposition, une nouvelle fois dans l'histoire. Ce salariat peut exprimer sa vigueur, comme on l'a vu en France. Mais il se heurte à de nombreuses limites, comme on l'expérimente en Grèce, dans l'Etat espagnol, en Irlande, en Grande-Bretagne... et aussi en France.

• L'attaque contre le salaire social exige des ripostes qui impliquent la recomposition d'un front social réunissant les deux bouts de la chaîne du salariat. C'est-à-dire aussi bien les secteurs en formation (secteurs de la jeunesse, apprentis et étudiants)

que les segments les plus précarisés (des migrant-e-s aux précaires de la sous-traitance), ainsi que le gros du salariat du secteur public (de plus en plus menacé par les privatisations ou la perte du statut de fonctionnaire) et du secteur privé.

Une lutte portant sur les droits démocratiques et sociaux pose immédiatement le problème de la répartition de la richesse. Ainsi, on ne peut lutter pour la suppression de CDD (contrat à durée déterminée) sans poser le problème du salaire, de la sécurité sociale, des assurances sociales et donc de la répartition de la richesse produite. Toute résistance d'ampleur débouche immédiatement sur le problème

de la répartition de la richesse, et, en perspective, sur celui de la propriété privée « stratégique » ; donc des modalités d'une socialisation effective.

• Un dépassement du « syndicalisme actuel » dominant en vue du développement d'un mouvement des travailleurs et travailleuses associés doit être au centre de la réflexion à l'échelle internationale, donc avec sa dimension internationaliste.

• Se posent les problèmes spécifiques de l'émergence d'un syndicalisme indépendant ou d'une transition vers un syndicalisme indépendant dans divers pays : Chine, Russie, Egypte... et Venezuela.

Dimanche 23 janvier, 9h-12h, ateliers (salles L'Esprit)

>> **Atelier 6.** Les processus d'auto-organisation, même limités, à l'occasion de mobilisations et de luttes, et expériences d'occupations d'entreprises

Introduction par :

- **Willi Hajek**, animateur de LabourNet, Allemagne,
- **Gianni Frizzo**, porte-parole des travailleuses et travailleurs des Ateliers Cargo-CFF à Bellinzone, Suisse
- **Christian Mahieux**, secrétaire national de l'Union Syndicale Solidaires, France,
- **Serge Godard**, Fédération syndicale unitaire (Emancipation), France
- **Sebastian Citro**, Frente Santillan, Argentine

>> **Atelier 7.** Les grèves des immigré-e-s et des sans-papiers, un phénomène nouveau en Europe, et aussi dans les pays latino-américains (les Boliviens en Argentine dans la construction et le textile)

Introduction par :

- **Mercedes Frias**, animatrice de l'association Punto di Partenza, ancienne députée de PRC, Italie
- **Anzoumane Sissoko**, animateur de la coordination de travailleurs migrants, France
- **Xavier Godeau**, Union Syndicale Solidaires, France
- **Dario Lopreno**, SSP, Suisse

>> **Atelier 8.** Face aux privatisations, quelle riposte ? Discussion sur la question des privatisations en cours dans les postes, chemins de fer, etc.

Introduction par :

- **Cécile Gondard**, secrétaire générale SUD PTT, France
- **François Girodon**, secrétaire central SUD Rail
- **Raúl Navas González**, militant du secteur de la poste, membre de la CGT (« syndicalisme libertaire »), Espagne
- **Michel Husson**, économiste, membre du conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic, France
- **Pino Sergi**, membre du Comité de soutien de la grève des Ateliers Cargo-CFF à Bellinzone, Suisse
- **Yunus Bakshs**, syndicaliste du secteur de la santé, Grande-Bretagne

>> **Atelier 9.** La jonction possible ou non d'une mobilisation des salarié-e-s et de la jeunesse étudiante

Introduction par :

- **Feyzi Ismail**, étudiante au SOAS, Grande-Bretagne
- **Fabiola Correale**, Atenei in rivolta, Italie
- **Jean-Baptiste Tondu**, étudiant à Nanterre, militant au NPA, syndicaliste à l'UNEF, France
- **Pavel Desmet** et **Amaël François**, SUD Etudiant, France

Dimanche 23 janvier, 13h30-16h30 (salle L'Esprit)

Session de conclusion

Sur la base des discussions et débats dans les ateliers, quelques introductions synthétiques seront faites et le débat sera ouvert.

Etant donné la crise dite de la dette en Europe, une brève déclaration indiquant l'actualité du thème de l'abolition de la dette publique sera présentée le samedi et soumise à discussion dans la séance de conclusion.

De même, une « motion » indiquant les possibilités de poursuivre les contacts établis sera soumise à l'assemblée.



« Je lutte des classes »

Des noms d'oratrices et d'orateurs seront ajoutés (ou modifiés) dans une seconde édition de ce dépliant, ainsi que sur www.otherdavos.net/fra



Informations pratiques

Salles

La conférence-débat d'ouverture du vendredi 21 janvier a lieu à l'Aula de l'Université de Bâle, Petersplatz 1.

Les ateliers du samedi 22 janvier et du dimanche 23, ainsi que la session de conclusion ont lieu au Centre de rencontres L'Esprit, Laufenstrasse 44.

Hébergement

Les personnes qui veulent loger la nuit du vendredi 21 au samedi 22 et du samedi 22 au dimanche 23 janvier 2011 peuvent effectuer une réservation sur le site de Backpackers en indiquant dans le mail qu'elles participent à l'Autre Davos (<http://baselbackpack.com/en/get-in-touch-with-baselbackpack>). Les prix et le type de chambres sont indiqués sur le site.

Participation aux frais pour le vendredi soir :

- prix : 10.– CHF
- AVS, chômeurs/chômeuses, étudiant-e-s : 5.– CHF

Participation aux frais pour le vendredi, le samedi et le dimanche :

- prix : 25.– CHF
- AVS, chômeurs/chômeuses, étudiant-e-s : 10.– CHF
- soutien : 40.– CHF

Bahnhof

Inscription

Pour nous faciliter l'organisation de « L'Autre Davos », nous vous prions de nous fournir les informations suivantes.

Je vais participer à « L'Autre Davos » durant le week-end du 21 au 23 janvier 2011, en assistant :

- à la conférence-débat d'ouverture du vendredi 21 janvier ;
- aux ateliers du samedi 22
- aux ateliers du dimanche 23.

Nom, prénom :

Adresse :

NP, Localité :

Adresse courriel :

A renvoyer à Das Andere Davos, Postfach, 4005 Basel

